



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA **Mercredi, 25 mai 2022**

Textes

- Vladimir Monteiro, Porte-parole de la MINUSCA
- Seraphine Toe, Cheffe de bureau de Bossangoa
- Casimir W. Nagalo, porte-parole de la composante Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

- Ce matin, la conférence de presse hebdomadaire a comme invités le Préfet de l'Ouham, Barthelemy Wilikon, et la Cheffe de bureau de la MINUSCA de Bossangoa, Séraphine Toe. Une opportunité de parler de l'actualité dans cette préfecture du nord-ouest de la Centrafrique et du partenariat entre la MINUSCA et les autorités préfectorales et les acteurs locaux.
- Il a été rapporté à la MINUSCA que Nzako, localité située à 185 km au nord de Bangassou (sud de la Centrafrique) a été la cible d'une attaque le 21 mai dernier. Immédiatement après cette information, instruction a été donnée par le leadership de la Mission pour le déploiement immédiat de la Force pour vérifier les faits et assurer la protection des civils.

A ce stade, les responsables de la Mission continuent de recouper les faits avec les bureaux de terrain de la MINUSCA et les autorités locales. De même, La MINUSCA est également en contact avec le Gouvernement et les Forces de défense et de sécurité dans le cadre de la coopération en matière de protection des civils et éviter des exactions.

La MINUSCA réitère l'importance de l'alerte précoce et du partage d'information par la population sur les mouvements et déplacements des groupes armés, en soulignant que la prévention permet la mise en place des forces et par conséquent la protection des populations.

- La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Denise Brown, le Commandant de la Force, le Général de corps d'armée Daniel Sidiki Traoré, et le Chef des opérations par intérim se sont rendus cette semaine à Bambari, Alindao et Mingala pour évaluer l'opération conjointe lancée le 10 mai sur la localité de Mingala et ses environs, notamment son volet protection des civils.

BUREAUX RÉGIONAUX

- La MINUSCA se réjouit de la signature, le 24 mai, d'une déclaration de réconciliation entre les communautés de la ville d'Obo (extrême sud-est de la RCA). Cette déclaration en 14 points prévoit notamment la circulation des personnes et des biens de toutes les communautés sur les axes et dans

la ville d'Obo ainsi que l'installation des deux communautés dans tous les quartiers indépendamment de leurs différences confessionnelles. La circulation avec des armes est également à proscrire.

Lors de la cérémonie de signature présidée par le Préfet du Haut-Mbomou, le Chef de bureau de la MINUSCA a réaffirmé l'engagement de la Mission à poursuivre sa collaboration avec tous les partenaires pour faire avancer le processus de paix, la cohésion sociale et la réconciliation nationale.

- Remise aux autorités d'une école primaire dans le village de Ngoungoua, sur l'axe Ouadda (20 km de Bria), construite dans le cadre du projet de réduction de la violence communautaire de la MINUSCA. L'école comprend notamment trois salles de classes équipées de 120 tables bancs, un bureau et une salle d'attente, des toilettes pour garçons et pour filles, et a coûté 17 millions de francs CFA, dont trois millions d'apport local. Elle va accueillir 187 enfants (103 garçons et 84 filles).

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 24 mai 2022:

- Cas accumulés	1256
- Cas guéris	1235
- Cas actifs	3
- Décès	9

CHEFFE DU BUREAU DE LA MINUSCA A BOSSANGO

Bonjour, et merci d'avoir honoré notre invitation. C'est un plaisir pour moi d'échanger avec vous sur la mise en œuvre du Mandat (Résolution 2605 du Conseil de Sécurité des Nations Unies) de la MINUSCA dans les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham-Fafa.

Depuis ma nomination à ce poste de Cheffe de bureau de Bossangoa, en septembre 2021, j'ai engagé des discussions constructives avec les autorités locales y compris le préfet de l'Ouham et échangé avec de nombreux partenaires, des organisations de la société civile et d'autres acteurs. J'ai également effectué des missions de terrain dans certaines localités y compris Batangafo, Benzambe, Nanga-Boguila, Kouki et Nana Bakassa parmi d'autres. Cela m'a permis de constater, en personne, que la population centrafricaine ne veut que la paix.

Aujourd'hui je voudrais échanger avec sur notre travail ces derniers temps.

Situation sécuritaire

Au cours des trois dernières semaines, la situation sécuritaire est restée relativement calme dans les préfectures de l'Ouham et Ouham-Fafa. La Force, la Police des Nations Unies (UNPOL) et les observateurs militaires (MILOBs) ont menée des patrouilles, notamment au village Bouassi Noumale (à 40 km de Bossangoa) et à Bogone (55 Km de Bossangoa).

Cependant, on continue de constater des cas de vols à main armée et embuscades, par des individus armés, contre des civils dans certaines zones. Il s'agit notamment de la région de Batangafo, Markounda et Bossangoa. On a également observé des activités/mouvements des groupes armés à Batangafo (anti-balaka), Kouki (anti-balaka), Markounda (MPC et FPRC) et 3R (à l'ouest de Nanga-Boguila). Ces groupes armés sont principalement attirés par les mines aurifères dans ces régions.

Développements politiques

Concernant les dynamiques politiques, la MINUSCA continue d'accompagner les autorités locales dans le processus de paix et de réconciliation. Par exemple, le bureau de terrain de Bossangoa a appuyé les activités de restitution des grandes discussions et recommandations du Dialogue républicain organisées par le préfet de l'Ouham à Bossangoa en avril dernier. Nous avons également appuyé, au premier trimestre, la reprise des réunions élargies des Comités techniques de sécurité (CTS) dans les sous-préfectures de Bossangoa, Nana Bakassa, Nanga Boguila, Markounda, Kabo et Batangafo. Nous continuons d'encourager les autorités locales pour la reprise des réunions du Comité de mise en œuvre préfectorale (CMOP) qui ont été paralysées par le retrait des anti-balaka, du MPC et du FPRC de l'Accord politique de paix et de réconciliation (APPR) en décembre 2020.

Nous estimons qu'il y a beaucoup plus d'espace pour la paix et le dialogue qu'avec l'option militaire. Cela est d'ailleurs le souhait que les populations partagent avec la MINUSCA dans nos interactions quotidiennes. Le retour à la paix est devenu plus qu'un besoin, une priorité pour l'instant. Car elle permet la reprise des activités de revenu pour les ménages longtemps affectés par la crise.

Réconciliation communautaire

En outre, des initiatives de réconciliation communautaires continuent, avec notamment l'appui à la mise en place et fonctionnement des comités locaux de paix et de réconciliation dans différentes sous-préfectures de l'Ouham et Ouham-Fafa, l'appui au retour et à la réintégration de la communauté musulmane à Bossangoa et dans d'autres villes. Depuis un peu plus d'une année, on observe un retour progressif des musulmans à Bossangoa. Un retour rendu possible par des conditions sécuritaires plus favorables et grâce aux différentes sessions de sensibilisation menées par les autorités locales avec l'appui de la MINUSCA.

Restauration de l'autorité de l'Etat

La MINUSCA continue également de contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat, avec notamment la formation des fonctionnaires de l'Etat sur le développement des budgets municipaux. Malgré les efforts fournis pour le retour de certains cadres de et agents de l'état, on déplore encore, un manquant de fonctionnels de l'état qui handicapent certaines activités de l'état, particulièrement la collecte des impôts et taxes et autres tâches importantes. La MINUSCA continue de travailler avec les autorités locales pour encourager le retour de ces fonctionnels y compris des magistrats qui ont commencé à organiser des séances de travail à Bossangoa, Nana

Bakassa et Nanga Boguila. Dans ce cadre de la justice, la MINUSCA donne un soutien technique et logistique pour le transfèrement des détenus de l’Ouham à Bangui.

Appui au processus électoral

Le bureau de Bossangoa continue des sensibilisations sur la tenue des élections locales prévues en 2023. L’accent est mis sur la participation des jeunes et femmes à la fois comme électeurs et candidats. Ces activités de sensibilisation et d’information sont au profit des autorités locales, les leaders religieux et communautaires, les organisations de femmes et de jeunes. Un total de 1246 participants dont 488 femmes et 33 éleveurs ont bénéficié des 30 séances de sensibilisations et d’informations dans différentes localités de deux préfectures.

Réduction de la violence communautaire (CVR)

Dans le cadre de contribuer à la réduction de la violence communautaire, la section Désarmement Démobilisation et Réintégration (DDR) vient de terminer trois mois de formation socio-économique pour 500 jeunes de la sous-préfecture de Bossangoa qui ont déposé leurs armes artisanales.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Le 20 mai dernier, le chef par intérim de la composante police de la MINUSCA, le Commissaire divisionnaire de police Habi Garba a pris part aux côtés de Lizbeth Cullity, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, à la cérémonie de remise de médailles au contingent camerounais. A cette occasion, 116 éléments de l’unité de police constituée FPU2 Cameroun, 22 officiers de police individuels et un de la Force, ont été décorés de la médaille des Nations-Unies pour leur contribution et efforts multiformes à la stabilisation et le retour de la paix en République centrafricaine.

Le Chef par intérim de la composante Police, s’est également rendu à Berberati le 23 mai pour la cérémonie de remise de la médaille des Nations Unies à 180 éléments des unités de police constituées du Sénégal. Ces unités ont largement contribué à la protection de la population civile à Berberati.

Le chef par intérim de la composante police a reçu le 19 mai dernier à Bangui 27 nouveaux officiers de police individuels. Leur arrivée fait suite à la résolution 2566 qui accorde des effectifs additionnels à la MINUSCA pour lui permettre de mener à bien le mandat qui lui a été confié par la résolution 2605.

Dans le cadre du recrutement de 1000 Forces de sécurité intérieure (FSI), l’unité genre de la composante police de la MINUSCA a lancé à Damara, une campagne nationale de sensibilisation pour encourager les jeunes, notamment les jeunes filles centrafricaines à postuler afin d’accroître leur nombre au sein des FSI.

Les opérations de dépôt de dossiers de candidature pour le concours de recrutement des FSI au titre de l'année 2021 ont été lancées le 16 mai sur tout le territoire centrafricain par le gouvernement centrafricain appuyé par UNPOL. A ce jour plus de 5000 dossiers de candidatures ont été réceptionnés à Bangui. La clôture des opérations de dépôt est prévue pour le 06 juin prochain.

Le 18 mai, le pilier développement à travers l'unité de Gestion des Projets a organisé dans la salle de conférence de UCATEX, conjointement avec QIPs UNIT de la MINUSCA, une séance d'échanges et d'évaluation avec 23 ONGs partenaires de mise en œuvre des projets en faveur des FSI. Les difficultés rencontrées conjointement ont été parcourues et des recommandations ont été formulées en vue d'améliorer la qualité des travaux dans le respect des délais impartis dans l'année budgétaire.

Le 20 mai dernier a eu lieu la rotation du contingent de l'Unité de police constituée rwandaise de la MINUSCA à Bangui. 143 policiers rwandais sont arrivés tandis que 157 autres en fin de mission sont retournés au Rwanda.

Dans le cadre de la protection des civils, de la promotion de l'État de Droit et de l'extension de l'Autorité de l'État, UNPOL a animé des séances de Mentoring, Monitoring et Advising au profit des FSI à Bangui aussi bien que dans les régions. Les FPU continuent les missions d'escorte et de protection des hautes personnalités, du Président de l'Assemblée nationale et des Magistrats de la Cour Pénale Spéciale (CPS). Les équipes UNPOL des colocations de Bangui, les FSI et JTFB intensifient leurs patrouilles conjointes et mixtes, tant diurnes que nocturnes, sur les différents artères et carrefours stratégiques de la ville.

EN APPUI OPERATIONNEL

Au cours du weekend passé, les équipes UNPOL en colocation dans les différents services de Police et de Gendarmerie de Bangui ainsi que ses environs, ont contribué à la sécurisation des lieux de culte de leurs différents secteurs de compétence, à l'occasion des messes dominicales. UNPOL a exhorté les responsables religieux à transmettre aux jeunes, des messages de tolérance, de cohésion sociale et de paix.

© SCPI 2022